

L'UNIFICATION LINGUISTIQUE AU SEIN DE LA SOUS REGION CEDEAO

Ayeni Queen Olubukola

Department of modern languages and translation studies, University of Calabar, Cross River State, Nigeria

ABSTRACT : *Dans la sous-région Afrique de l'Ouest, les langues nationales occupent une place de choix dans la communication entre les populations. Ce qui renforce la cohésion entre celles-ci; seulement elles font face à une concurrence grandissante d'autres langues étrangères due à la modernisation et à la mondialisation. Bien que le processus d'améliorer le statut des langues nationales poursuive avec peine son cours, le français et l'anglais continuent de servir d'outils de travail privilégiés dans la vie économique et financière des pays de la CEDEAO. Certaines administrations publiques, malgré les instructions émanant des détenteurs du pouvoir politique n'en continuent pas moins de l'adopter ces langues de communications dans le fonctionnement quotidien de leurs services. Pour des raisons évidentes qui sont que, l'élite de l'Afrique de l'Ouest est souvent fois formée soit en France soit en Grande Bretagne, en se servant de la langues française ou bien anglaise, de cette élite de la CEDEAO n'a d'autre choix que celui-là. Les mêmes langues sont présentes et parlées sur les cinq continents; le français dans la francophonie et l'anglais dans le Commonwealth sont les langues d'intégration et développement social et économique. Elles sont un ciment de la solidarité et du progrès entre les pays membres de ces institutions et elles facilitent ainsi une communication internationale. C'est pour quoi ces langues sont dispensées dans les institutions ouest africaines. Leur importance réside dans le fait qu'elles couvrent totalement le cursus éducatif de l'Afrique de l'Ouest à divers degrés. Cependant, ceux qui ont mené leurs études en français ou bien en anglais accèdent naturellement à de meilleurs emplois, tels que ingénieurs, architectes, médecins, pharmaciens, informaticiens et pédagogues etc., avec pour conséquence ces avantages matériel et psychologique.*

MOTSCLES : L'Unité linguistique, Langues nationales, Langues coloniales, Le Développement durable, Intégration linguistique

INTRODUCTION

La vie quotidienne des Africains dans les zones rurales a peut-être évolué au même rythme que leurs langues maternelles. Toutefois, au niveau national, le développement, les conditions de vie décentes, le prestige etc., sont étroitement associés à l'éducation et à la scolarisation en français ou bien en anglais, au point que les jeunes africains ont dû apprendre ces deux langues non seulement pour vivre dans des meilleures conditions, mais aussi pour avoir accès à la prise des décisions. Quelques cinquante ans après les indépendances, la situation n'a pas véritablement changé dans des domaines tels que; l'éducation et les langues véhiculaires en Afrique.

Dans la vie quotidienne, les gens de l'Afrique de l'Ouest ne peuvent se passer de l'utilisation de la langue des anciennes puissances coloniales. Dans le contexte du multilinguisme en Afrique de l'Ouest, il est difficile de dissocier les politiques linguistiques, des politiques d'éducation. Très souvent, la question récurrente que se posent les planificateurs

de l'éducation et les décideurs dans le domaine des langues, porte invariablement sur la détermination du lien entre l'enseignement des diverses langues parlées dans un pays donné et le niveau à partir duquel ces dernières où ces langues devraient être enseignées; compte tenu de l'héritage légué par la colonisation lequel continue de dominer les politiques et les pratiques dans le domaine de l'éducation en Afrique.

Politique linguistique et développement Durable

C'est à présent un fait généralement établi qu'aucun programme de développement pour un pays donné n'a qu'une chance de succès infime, sinon nulle si le dit programme ne prend sérieusement en compte la dimension socioculturelle des populations concernées (Calvet 1993 :166). Dans le cas d'espèce, les langues sont comme l'écrit Chaudenson (1989) :

Le moyen incontournable de la mise en œuvre de toute politique de développement puisqu'elles sont les codes indispensables de la communication et donc du transfert des connaissances, des techniques, des savoir-faire etc... qui caractérisent toute action de développement endogène ou exogène.... Un développeur technocratique peut à la rigueur ignorer les mentalités des populations dont il traite..., en revanche, il ne peut pas raisonnablement ne pas se poser la question de la communication et de la diffusion de ses intentions et des techniques qu'il souhaite voir mises en œuvre (6-7).

En d'autres termes, les codes linguistiques et communicationnels devraient être, dans toute entreprise de développement urbain, rural, industriel, agricole, l'objet d'une attention première, prioritaire et spéciale. En effet, quelles que soient la pertinence du projet, sa qualité, son efficacité et son impact de message, sa fiabilité d'encadrements et ses médias, si les codes linguistiques sont défaillants ou bien inefficaces, les résultats seront à coup sûr soit limités soit mauvais.

Les fondements d'un développement scientifique et technologique se trouvent dans la formation sous toutes ses formes : éducation, scolarisation, apprentissage, recherche etc. En tant que véhicule privilégié de transfert des connaissances et des idées, la langue joue un rôle irremplaçable dans la formation, et par conséquent dans tous les processus de développement scientifique et technologique. N'oublions pas que la langue, a une importance particulière dans un pays donné, pour la définition d'une identité culturelle. Dans la perspective d'un développement durable, des approches de terrain visant à mieux cerner l'imaginaire des locuteurs et citoyens mériteraient d'être prises en compte.

Depuis le sommet mondial à propos du Développement Durable (DD) de Johannesburg en 2002, la communauté internationale a compris que pour sortir de la pauvreté, et pour assurer une croissance qui ait des chances de survie à toutes les difficultés spatio-temporelles ; il faut mettre en place un ensemble de stratégies, et de programmes embrassant toutes les dimensions sociales de l'homme visant à l'éclosion familiale et à l'amélioration du cadre de la vie et de la qualité de vie. En fait, le développement durable est synonyme d'un ensemble de mécanismes développés ayant pour finalité de permettre l'évolution de l'homme dans les conditions les meilleures tant sur le plan individuel que sur le plan collectif. Il est donc capital pour Thomas Bearth, de se demander en quelles langues ces pauvres peuvent faire entendre leurs voix. Selon Bearth (2008),

...la pauvreté s'accompagne de ce que l'on peut appeler une dépendance communicationnelle, accentuée par la fragmentation linguistique due au fort multilinguistique qui règne dans la plupart des pays africains (15).

Cette dépendance n'affecte pas seulement les groupes linguistiques très minoritaires. Elle reflète la marginalisation de toutes les langues africaines par rapport aux langues officielles d'origine européenne. Deux positions se font face, lorsqu'il s'agit de trancher la question de cette fragmentation linguistique. La première recommande d'employer une langue qui transcende cette fragmentation. Ça peut être la langue léguée par la colonisation ou bien une langue africaine véhiculaire. L'autre option est celle de la durabilité communicationnelle qui implique la maîtrise locale, elle est exprimée par l'usage d'une langue locale pour des questions d'intérêt local. Elle implique également l'égalité en matière de communication et l'égalité dans l'accès à l'information. Depuis les travaux de Edward Sapir et Benjamin Whorf, s'il est admis au sein de la communauté scientifique que la langue façonne la manière de voir, de traduire l'organisation du monde; il faut ajouter que la communauté de ses utilisateurs influence à son tour les structures et les fonctions de la langue. Quant à l'hypothèse Sapir-Whorf cité par Fiaomkin, Rodman et Hyans (2007);

The background linguistic system [in other words, the grammar] of each language is not merely the reproducing instrument for voicing ideas but rather, is itself the shaper of ideas, the program and guide for the individual's mental activity, for his analysis of impression, for his synthesis of his mental stock in trade. . . . We dissect nature along lines laid by our native languages... the language we speak determines how we perceive and think about the world. In this view, language acts as a filter on reality (25-26).

La langue ne serait pas seulement le moyen de communication mais également le reflet de la perception du monde et le mental des utilisateurs. Il s'agit en l'occurrence de l'idée selon laquelle les langues doivent être au service des êtres humains et non le contraire. Cette idée remet en cause la relation dialectique qui existe entre la langue et la société, comme si la langue ne serait qu'un simple instrument.

De L'unification linguistique africaine, cas de l'Afrique occidentale

Les africains ont pris conscience très tôt de la place de la culture dans le développement. Le combat pour l'indépendance n'était pas une simple lutte politique visant à s'affranchir du joug colonial. C'était aussi une lutte pour sauvegarder l'identité africaine, l'intégration culturelle et l'affirmation de soi. Aussi, les combattants de l'époque ont-ils adopté des résolutions dont le volet linguistique peut se résumer à l'idée de la nécessité de choisir une langue officielle africaine unique. Donc constate Sonogo (2008), « Réunis en congrès à Rome en 1956, les premiers panafricanistes avaient pour objectif de libérer l'Afrique de la domination coloniale en éliminant les langues coloniales » (22).

Remarquons que ceux qui préconisent actuellement d'adopter une langue africaine unique reprennent les mêmes arguments que ceux de l'époque charnière des luttes pour

l'indépendance. Ils rappellent avec beaucoup de passion le passé colonial de la France et de l'Angleterre et leurs influences postcoloniales. L'image du français et de l'anglais reste donc liée négativement à l'histoire des nations qui les ont implantées en Afrique. Ce sont là les arguments avec lesquels certains africains tentent de faire évoluer la situation de leurs langues. Ils servent à justifier un panafricanisme de rêve, mais utopique, car les tendances à l'intégration linguistique africaine s'éloignent de jour en jour. La recherche d'une langue africaine unique est le point faible de toutes ces argumentations, depuis les débuts du panafricanisme linguistique. L'idée d'une langue officielle unique à l'échelle du continent africain est une utopie qui repose sur une fausse équation selon laquelle l'unité linguistique renvoie à l'unité politique, et inversement. Elle prend sa source dans l'unilinguisme illusoire des pays européens comme la France : Il est à noter que l'Union européenne est multilingue mais constitue une force politique et économique. Les tenants de la langue africaine semblent ignorer que la France (qui leur sert le plus souvent d'exemple en la matière) est un pays multilingue dans lequel, aux langues régionales (breton, basque, alsacien etc.), aux patois locaux (variétés de français non centrales et d'usage très localisés) et aux langues de population immigrées (arabe, kabyle, roumain, portugais, pulsar, bananons, etc.) se superpose un continuum de français comportant diverses variétés régionales. On ne répétera jamais assez que le monde est plurilingue, et que le destin des hommes est d'y être confronté, au niveau de la famille, du village, de la nation, du pays, du continent et du monde (Calvet, 1987 :294; Leclerc 2001)

L'unification linguistique, telle qu'elle est proposée par les panafricanistes, est une solution de substitution, qui ne s'attaque qu'à l'ombre de la question. Elle ne permet pas de résoudre le problème linguistique en Afrique. En effet, il ne s'agit pas simplement de remplacer une langue européenne par une langue, aussi africaine soit-elle. Il s'agit plutôt de rechercher une voie qui permette l'amorce d'un processus de développement humain harmonieux en Afrique. Si certaines langues jouent *de facto* un rôle véhiculaire à l'échelle du pays ou du continent; elles constituent des potentialités qui doivent être reconnues comme telles dans l'actualité des communautés qui les utilisent. Or cette actualité doit prendre en compte toutes les potentialités nationales, y compris les contributions linguistiques et culturelles étrangères qui y sont véhiculées par le français, l'anglais et le portugais. On ne refait pas l'histoire et le français, l'anglais et le portugais font désormais partie intégrante de la réalité africaine. Ils doivent être étudiés afin de voir comment on peut en tirer le meilleur parti. C'est sur cette base que le traité constituant l'Union Africaine a souligné en son article 25 et cité par Sure (2008), que les langues de travail de l'Union Africaine sont les suivantes :

«The working languages of the Union and its institutions shall be, if possible be, African languages, Arabic, English, French and Portuguese.» (56)

Les langues africaines et le développement

Les pays d'Afrique Occidentale disposent de plusieurs langues qui se structurent de façon fonctionnelle entre langues officielles, plusieurs langues véhiculaires, et davantage de langues ethniques. C'est sur cette base qu'observent Ayeni & Moruwawon (2015):

Lorsque plusieurs langues coexistent sur le même territoire, elles ont tendance à se partager les divers domaines de l'organisation sociale, suivant que les locuteurs d'une langue dominant dans tel ou tel domaine et y imposent l'usage de leur langue. Cette tendance provoque la concurrence linguistique

et entraîne le plus souvent la suprématie de la langue la plus forte. (390)

La situation politique des langues africaines se présente donc sous forme d'une pyramide avec au sommet une langue étrangère, héritée de la colonisation, au milieu des langues véhiculaires peu nombreuses, facteur d'intégration urbaine et à la base de nombreuses langues ethniques, références identitaires des groupes ethnolinguistiques. La gestion actuelle de cette pyramide se fait suivant le modèle gravitationnel de Jean-Louis Calvet (2005). Voici ce qu'il en dit :

... en Afrique francophone, autour d'une langue pivot, le français, langue « super centrale », gravitent d'autres langues (dont les locuteurs parlent souvent le français), « langue centrale » qui sont à leur tour le centre de gravitation de nouvelles langues, « langues périphériques » dont les locuteurs parlent aussi une langue du niveau immédiatement supérieur (229).

Comme nous pouvons le voir, la caractéristique principale de ce modèle est la domination sans partage de ces langues coloniales dites officielles. Elles sont les langues de travail, de la justice et des lois, les langues des parlements, de l'éducation etc. Or dans la réalité des activités économiques quotidiennes, elles ne sont utilisées généralement que comme langues d'appoints dans nombreux pays.

En termes d'influence sur la productivité et la production, le facteur langue constitue un obstacle important pour l'économie des pays africains en voie de développement. On constate malheureusement qu'il n'est pas évoqué comme l'un des critères ou bien facteurs du sous-développement dans les nombreuses études consacrées à ce problème. Dans les pays comme le Burkina Faso, le Niger, le Mali, le Benin, le Togo, la Gambie, le cap Vert etc., seule une minorité de nationaux, qui correspond à moins de 10% de la population de chacun de ces pays contrôle l'activité de production et les orientations politiques du pays (Sanogo, 2008 :29). On imagine sans peine les conséquences que cela a sur le plan de l'éducation, lorsque l'on sait que nombre d'enfants arrivent à l'école sans connaître quasiment un mot de leurs langues maternelle. Tout le cycle primaire et même au-delà sera consacré à l'apprentissage de la langue d'enseignement, dont la maîtrise n'est toutefois pas assurée à l'arrivée.

Si le développement a besoin de suffisamment de ressources humaines bien formées, on comprend que la question des langues d'enseignement se pose avec acuité dans les domaines de l'éducation et de la formation. Ces deux principaux moyens d'ajustement des ressources humaines sont le monopole des langues officielles, qui ne sont pourtant pas les langues les plus utilisées dans le travail. Face à ce paradoxe, les exigences du développement ne permettront pas qu'elles se mettent en place et qu'elles attendent que ces *lingua franca* acquièrent une plus grande diffusion. Les langues africaines sont donc de plus en plus perçues comme des éléments qui peuvent participer au développement des pays. Cependant, les modalités de mise à profit de ces langues restent à déterminer.

De nombreux rapports d'experts ont critiqué la marginalisation actuelle des langues africaines dans les politiques de développement. Les thèses les plus retentissantes à ce propos ont été défendues depuis longtemps par les deux grandes figures de la pensée politique africaine que sont Diop (1979) et Ki-Zerbo (1978). Les deux principaux arguments qu'ils présentent sont que: le plurilinguisme est un problème universel, et qu'il est économique d'axer son modèle de

développement en partant, en priorité, de ses propres potentialités. Diop (1979) écrivait notamment ceci :

Le jour même où le jeune Africain entre à l'école, il a suffisamment de sens logique pour saisir le brin de réalité contenu dans l'expression : un point qui se déplace engendre une ligne. Cependant, puisqu'on a choisi de lui enseigner cette réalité dans la langue étrangère, il lui faudra attendre un maximum de 4 à 6 ans, au bout desquels il aura assez de vocabulaire et de grammaire reçus, en un mot, un instrument d'acquisition de la connaissance, pour qu'on puisse lui enseigner cette réalité. (415).

La place des langues coloniales dans le développement africain

La planète est devenue plus petite que jamais, grâce au développement spectaculaire des moyens de transport et de communication. Les relations internationales entraînent l'usage des langues dont le rayonnement dépasse le cadre des frontières des micro-Etats dont elles émanent. L'étude de l'histoire des langues qui ont dominé le monde nous apprend qu'il n'y a pas de fatalité en glottopolitique, (Marcelles, 33), mais seulement des liens de causalité. Les langues étrangères en Afrique doivent leurs places à la puissance économique, politique et militaire des Etats qui les ont rependues. La montée actuelle de l'anglais n'est pas étrangère au rapport de force qui pèse en faveur du monde économique anglo-saxon, au point que certains Africains n'hésitent pas à affirmer «qu'il vaut mieux enseigner l'anglais à nos enfants, car il domine le monde». Cette réflexion amène à nous interrogation à propos de la politique linguistique des Africains qui doit être déterminée uniquement par la dynamique des rapports de force dans le monde. En réalité, chaque langue a son génie propre qui lui permet de s'adapter au besoin de la communauté qui l'utilise, et la question linguistique engage la communauté dans tous les aspects de sa vie quotidienne.

L'usage exclusif des langues coloniales comme langues officielles exclut de la vie publique la majorité des citoyens et restreint les libertés individuelles et collectives. Les principes élémentaires de l'épanouissement humain sont sacrifiés sur l'autel de la politique internationale. C'est donc dans les rapports Nord-Sud qu'il faut chercher les causes profondes du prolongement du statu quo actuel des politiques africaines.

Les langues officielles comme le français et l'anglais sont pourtant nécessaires, car de par l'histoire, elles ont acquis une place importante et irremplaçable dans les relations internationales. Etant des langues coloniales parlées par la majorité des pays de cette sous-région, leur usage doit être maintenu et encouragé au plan national, en fixant les cadres d'utilisation mieux élaborés. Cependant, elles ne doivent pas constituer des obstacles à l'épanouissement et encore moins à la cohésion pas plus à la promotion sociale de ceux qui n'en ont pas besoin dans leur travail. Le contexte géopolitique est en constante évolution; la mondialisation est en marche et aucun pays ne peut se permettre d'envisager une politique autarcique. La politique linguistique africaine doit donc être pensée dans ce contexte de la mondialisation.

Vers une intégration linguistique

Les défenseurs de l'idée de la nécessité de maintenir le français comme langue officielle dans les pays francisants et l'anglais dans les pays anglicisants comme langue officielle sont nombreux. Nous pouvons néanmoins les répartir entre deux tendances. La première défend le statut officiel unique du français et de l'anglais. Pour la seconde, il existe une complémentarité entre l'usage des langues coloniales et l'usage des langues africaines. Les partisans de cette deuxième tendance souhaitent donc voir officialiser par la loi l'usage des langues africaines, à côté des langues officielles (européennes).

Les partisans du premier statut officiel de langue unique axée sur des langues coloniales reprennent les arguments principaux qui ont employé les courants politiques de la période de lutte pour l'indépendance. Leur premier argument consiste à dire que les langues coloniales jouent le rôle de langues d'unification et/ou bien d'interposition; c'est une langue neutre, face aux risques de conflits ethniques. En effet, face à la multiplicité des langues africaines qui servent le plus souvent de référence identitaire aux groupes ethniques, le choix des langues coloniales comme *lingua franca* permettrait d'éviter les risques d'éclatements provoqués par les revendications ethniques. D'autre part, l'officialisation d'une ou de plusieurs langues nationales passerait pour la valorisation des communautés linguistiques en question au détriment d'autres communautés, qui ne bénéficieraient d'aucun statut particulier.

Le deuxième argument repose sur le souci de communication à l'échelle mondiale. Ainsi, les perspectives d'ouverture sur le monde extérieur qu'offre le français et l'anglais, justifient leur prédominance politique sur les langues africaines.

Le troisième argument se fonde sur un préjugé défavorable qui soutient que les langues africaines sont incapables d'exprimer les découvertes et innovations scientifique et technologique modernes. Dans la mesure où ces langues ne sont pas équipées d'un vocabulaire scientifique et technique approprié, il serait suicidaire de vouloir les élever au rang des langues officielles. Les Africains n'ayant ni le temps ni les moyens financiers pour préparer leurs langues à traduire la modernité et le progrès scientifique, toute proposition de solution visant à les intégrer à court terme serait donc à écarter.

Quant aux tenants de l'usage complémentaire, ils estiment, qu'il n'existe pas de conflit entre les langues coloniales et les langues africaines. Les langues africaines et les langues coloniales dans le milieu africain entretiennent plutôt des rapports de complémentarité ; dans un bilinguisme harmonieux qu'il faut à tout prix maintenir. Le salut pour les Africains résiderait, selon ces derniers, dans l'aménagement de cette réalité, d'où les efforts déployés depuis un certain temps avec l'appui d'institutions spécialisées, pour renforcer la stabilité du processus. Ce courant de pensée ne parle pourtant pas d'une seule voix. On y relève les partisans d'un «bilinguisme de subordination », qui se différencie de ceux d'un «bilinguisme de complémentarité» (Dumont, 380)

Les partisans du bilinguisme de subordination proposent ainsi que les langues occidentales (français et anglais) soient les seules affectées de manière exclusive à l'enseignement des matières scientifiques alors que les langues africaines seraient réservées à l'expression artistique et à la poésie. Cette solution permettrait, selon ces tenants, d'éviter des dépenses en équipement pour un ajustement incertain des langues africaines.

Les partisans du bilinguisme de complémentarité, en revanche, pensent que le développement ne peut être enclenché sans une prise en compte réelle des potentialités qu'offrent les langues africaines. Ils s'inspirent du passé des langues dites internationales pour affirmer qu'elles ont

bénéficié en leur temps de travaux d'équipement linguistique, qui ont permis de structurer leurs contenus internes et leurs vocabulaires. Cette entreprise a été soutenue par de vastes mouvements de créations littéraires et artistiques. On peut donc dire que les langues d'Europe doivent leurs représentations positives aux efforts conjugués des politiques, des scientifiques et des artistes, etc.

Vers une politique linguistique de la CEDEAO

La persistance vivace du français et de l'anglais en Afrique de l'Ouest n'est pas un simple reliquat colonial ou bien un butin de guerre. Il est surtout un outil précieux d'acquisition du savoir moderne et de communication internationale, une fonction que les langues nationales ne paraissent pas encore aptes à assurer efficacement. Il nous semble également que le français et l'anglais restent les vecteurs essentiels des relations des pays de la CEDEAO avec la France et la Grande Bretagne en particulier. Ce qui signifie qu'ils jouent le rôle d'instruments de communication économique et politique avec l'extérieur. Mais au-delà de cette double fonction de moyen de communication internationale et d'instruments d'acquisition des connaissances scientifiques qu'ils ont toujours exercées; ces langues permettent à leurs apprenants des pays de l'Afrique de l'Ouest, quelles que soient leurs origines sociales et leurs spécialités; de structurer leurs pensées et de discipliner leurs sensibilités.

Par leur aptitude à initier l'usage de l'esprit critique et du discernement des valeurs, du sens esthétique et de la puissance spéculative; ils façonnent la personnalité profonde, des ouest-africains, en suscitant chez eux une attitude franchement novatrice. Sur un tout autre plan, culturel et idéologique, le français et l'anglais semblent jouer un rôle des langues d'ouverture, qui, maintiennent un bilinguisme de fait et, évitent dans cette région, un monolithisme qui à son tour risque d'enfermer la jeunesse de cette région dans une identité nationale, ethnique et religieuse.

Mieux connaître l'autre de l'intérieur dans sa langue et dans son imaginaire. Ce n'est pas renoncer à soi. C'est au contraire accroître la pluralité des mondes, la diversité des récits et surtout le respect des différences. C'est sur cette base que Beauce (1988) dit que :

« Parler français (et anglais), et à plus forte raison pouvoir le lire et l'écrire, reste encore aujourd'hui la condition non seulement de la réussite sociale et économique, mais aussi pour beaucoup, le moyen de la simple insertion dans le monde moderne » (16).

Et si on peut être d'accord avec l'idée d'André Martinet, selon laquelle le monde de demain, pour être efficace et moderne, devra être largement bilingue, on ne saurait le faire sans ajouter ceci; à condition que la langue ou les langues étrangères soient secondes ou d'appoints et que soit plus enracinée la langue nationale de chaque pays (cité par Boutros-Ghalie 163).

CONCLUSION

La reconnaissance de deux ou de plusieurs langues par un même Etat permet de réunir, dans une même structure politique et administrative, des individus ainsi que des groupes d'origines ethniques et linguistiques diverses. La Belgique, la Suisse et la Finlande constituent sans doute

de bons exemples d'unification politique dans le respect des cultures et langues, même si l'Etat ne peut empêcher une certaine domination de s'y exercer au niveau du gouvernement central. Il faut reconnaître que la territorialité linguistique par juxtaposition d'unilinguisme élimine en partie les conflits entre les langues.

A part de rares cas où les rapports de force imposent le respect des droits de chacun des groupes, l'Etat contemporain unifie politiquement, pour mieux résister politiquement à des voisins plus puissants. Il est dans l'intérêt des pays multilingues d'éviter des scissions territoriales qui feraient le jeu des pays voisins. En d'autres termes, ces Etats sont plus forts bilingues mais faibles, scindés en deux ou plusieurs territoires autonomes. L'unification politique permet de mieux résister à ses voisins. Le Canada et le Cameroun entreraient dans cette catégorie.

Plusieurs pays bilingues maintiennent une langue coloniale pour unir les nombreuses ethnies qui l'acceptent dans la mesure où elle est étrangère. En adoptant à la fois le français et l'anglais, le Cameroun (avec environ de 300 langues) réussit à neutraliser les nombreuses langues parlées sur son territoire (<http://www.tlfq.ulaval.ca/AXL/afrique/cameroun>) Dans la plupart de ces Etats, la langue coloniale joue un rôle important sinon exclusif, à l'école.

REFERENCES

- Ayeni, Queen O. and Moruwawon, Babatunde S. « *Le Problème d'Aménagement Linguistique en Afrique de l'Ouest: le Cas des Langues Exogènes et Endogènes* » IJHC, ISSN 2356-5926, Vol. 1 :4, March 2015, pp. 288-400.
- Bearth, Thomas. « *Introduction.* » Langues, Cultures et Développement en Afrique (ed.) Henry Tourneux. Paris : Edition Karthala, 2008. 9-18.
- Beaucé, T. (ed.) *Nouveau Discours sur l'Universalité de la Langue Française*. Paris : Gallimard, 1988.
- Boutros-Ghali, B. « *Intervention Hors du Sommet de Maurice.* » Pour une Ambition Francophone, le Désir et l'Indifférence. (Ed.) Gallet. Paris : L'Harmattan, 1995: 161-165.
- Calvet, L.-J. « *L'Avenir des langues africaines en liaison avec les problèmes de développement* ». Mondialisation, Culture et développement (ed.) Isidore Nziem E. Ndaywal et Julien Musinde Kilanga. Paris : Maisonneuve et Larose, 2005, pp. 229-236.
- Chaudenson, R. *Vers une Révolution Francophone*. Paris: l'Harmattan, 1989.
- Diop, Cheikh Anta. *Les Fondement Economique et Culturels d'un Etat Fédéral d'Afrique Noire*. Paris : Présence Africaine, 1974
- Dumont, Pierre. *Le Français et les Langues Africaines au Sénégal*. Paris : Karthala et ACCT, 1983.
- Fiaomkin, Victoria. Rodman, Robert. Hyams, Nina. *An Introduction to Language*. Eight Edition. Boston: Wadsworth, cenage learning, 2007.
- Ki-Zerbo, Joseph. *Histoire de l'Afrique Noire*. Paris : Hatier, 1978.
- Leclerc, J. *Aménagement Linguistique dans le mande*. TLFQ, Université Laval, 31-12-2001. www.tlfq.ulaval.ca/ax/afrique/republiquedemocratiqueducongo.htm
- Marcellesi, Jean-Baptiste. (ed.) *Glottopolitique* Language 83. Paris: Payot, 1986.
- Sanogo, Mamadou Lamine. « *Politique Linguistique et Union Africaine.* » Langues, Cultures et Développement en Afrique (ed.) Henry Tourneux. Paris : Edition Karthala, 2008. 19-34.

Sure, Kembo. "Promotion and sustenance of multi-lingualism : Partnership between the private sector and the government", *Explorations into Language Use in Africa*.(ed.) Augustin Simo Bobda. Frankfurt am Main: Peter Lang, 2008. 55-69.